



LE CENTRE D'EXCELLENCE
sur les systèmes ESEC

CENTRE OF EXCELLENCE
for CRVS Systems

APERÇU

DES SYSTÈMES D'ENREGISTREMENT ET DE STATISTIQUES DE L'ÉTAT CIVIL AU

PAKISTAN



Nous Soutenons le



MÉCANISME DE
FINANCEMENT
MONDIAL



Get
every one
in the picture

Informations sur le programme

Au sujet du Centre d'excellence sur les systèmes ESEC

Hébergé au Centre de recherches pour le développement international (CRDI), le Centre d'excellence sur les systèmes d'enregistrement et de statistiques de l'état civil (ESEC) est un centre international de savoir et de ressources qui appuie activement les efforts nationaux visant à élaborer des systèmes ESEC efficaces et intégrés. Le Centre collabore avec des organisations et des experts, afin de faciliter l'accès à l'information et à l'expertise, notamment aux normes, aux outils, aux données de recherche et aux bonnes pratiques à l'échelle mondiale.

Le Centre d'excellence a été créé grâce à la contribution financière d'Affaires mondiales Canada et du CRDI, et apporte lui-même une contribution directe au travail du Mécanisme de financement mondial, une importante plateforme de financement de la Stratégie mondiale pour la santé de la femme, de l'enfant et de l'adolescent du Secrétaire général des Nations Unies.

Le Centre de recherches pour le développement international (CRDI)

Dans le cadre des activités du Canada dans les secteurs des affaires étrangères et du développement, le CRDI investit dans le savoir, l'innovation et les solutions afin d'améliorer les conditions de vie dans les pays en développement. Le CRDI collabore avec de nombreuses parties prenantes, notamment des organisations de la société civile, des instituts de recherche sur les politiques publiques, des organismes régionaux et des services gouvernementaux afin d'encourager la croissance, de réduire la pauvreté et de susciter des changements positifs à grande échelle.

Publié par le Centre d'excellence sur les systèmes d'enregistrement et de statistiques de l'état civil (ESEC), avec la contribution de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP). Le présent article a été rédigé par Zoran Đoković, consultant pour le Centre d'excellence sur les systèmes ESEC.

Centre de recherches pour le développement international
CP 8500
Ottawa (Ontario) Canada
Courriel : esec@crdi.ca
www.systemesESEC.ca

© Centre de recherches pour le développement international 2021

Cette publication a été réalisée avec le soutien financier et technique du Centre d'excellence sur les systèmes d'enregistrement et de statistiques de l'état civil. Hébergé au Centre de recherches pour le développement international (CRDI), il est financé conjointement par Affaires mondiales Canada et le CRDI. Les opinions qui y sont exprimées ne représentent pas nécessairement celles d'Affaires mondiales Canada, du CRDI ou du Conseil des gouverneurs de ce dernier.

Veuillez visiter systemesESEC.ca/apercus-de-pays pour voir la version la plus récente de ce profil, ou bien pour consulter les profils publiés d'autres pays.



Table des matières

Informations sur le programme	ii
Introduction	2
Bref profil du pays	2
Ampleur des systèmes ESEC	3
Système d'enregistrement des faits d'état civil	4
Cadre législatif	4
Gestion, organisation et fonctionnement	4
Système de statistiques de l'état civil	8
Statistiques de l'état civil	8
Causes de décès	8
Numérisation	8
Informatisation	8
Registre de la population	10
Échange avec les autres secteurs et activités	11
Initiatives d'amélioration et soutien externe	11
Plan d'amélioration et budget	11
Soutien des partenaires du développement	13
Conclusion	13
Ressources	14
Sites Web	14
Documents supplémentaires	14
Notes	15

Introduction

Le présent rapport vise à donner un aperçu du système d'enregistrement et de statistiques de l'état civil (ESEC) de la République islamique du Pakistan.

L'information est basée sur une revue de documents accessibles sur Internet.

Le présent rapport présente, entre autres, les éléments suivants :

- de l'information générale au sujet du pays;
- une sélection d'indicateurs pertinents pour l'amélioration des systèmes ESEC;
- les activités des parties prenantes;
- les ressources disponibles pour renforcer les systèmes ESEC.

Bref profil du pays

La République islamique du Pakistan est située en Asie du Sud et est bordée par l'Inde à l'est, l'Afghanistan à l'ouest, l'Iran au sud-ouest et la Chine au nord-est. Dans le sud, elle possède quelque 1 000 km de côtes le long de la mer d'Oman et du golfe d'Oman.

Le Pakistan est composé de quatre provinces (Balochistan, Khyber Pakhtunkhwa, Punjab et Sindh), de deux territoires autonomes (Azad Jammu et Cachemire, Gilgit-Baltistan) et d'un territoire fédéral (Territoire fédéral d'Islamabad). Chaque province et territoire est subdivisé en divisions, qui sont elles-mêmes subdivisées en districts, qui sont eux-mêmes subdivisés en *tehsils*, ou *talukas*, qui sont eux-mêmes subdivisés en conseils de l'Union.

Pakistan



Avertissement : Les frontières, ainsi que les noms et désignations employés sur cette carte n'impliquent ni reconnaissance ni acceptation de la part des Nations Unies.

- Superficie : 881 913 km²
- Population : 212 215 030,¹ avec un taux de croissance annuel estimé à 2,1 pour cent.² En 2018, 37 pour cent de la population résidaient dans les zones urbaines, les 63 pour cent restants se trouvant en zone rurale.³
- Capitale : Islamabad
- Langues de travail officielles : urdu et anglais
- Ministère responsable de l'état civil : conseils de l'Union locaux et National Database and Registration Authority (NADRA) (autorité responsable de l'enregistrement et de la base de données nationale)
- Agents de l'état civil : conseils de l'Union
- Office national des statistiques : Pakistan Bureau of Statistics

Ampleur des systèmes ESEC

Naissances

Exhaustivité de l'enregistrement des naissances	25 % (2018) ⁴
Enfants de moins de 5 ans dont la naissance a été déclarée comme ayant été enregistrée	42 % ⁵ (2017-2018) ⁶
Proportion des naissances avec l'assistance d'un professionnel de la santé qualifié	69 % (2017-2018) ⁷
Pourcentage de femmes âgées de 15 à 49 ans qui ont reçu des soins prénataux par un prestataire de soins de santé qualifié	86 % (2017-2018) ⁸
Taux de couverture vaccinale du DTC1 chez les enfants d'un an	75 % (2018) ⁹
Taux brut de natalité (par 1 000 habitants)	28 (2018) ¹⁰
Taux de fécondité total (nombre de naissances vivantes par femme)	3,5 (2018) ¹¹
Taux de fécondité chez les adolescentes (par 1 000 adolescentes âgées de 15 à 19 ans)	38 (2018) ¹²
Pourcentage de la population de moins de 15 ans	34 % (2012) ¹³

Décès

Exhaustivité de l'enregistrement des décès	52 % (2018) ¹⁴
Taux brut de mortalité (par 1 000 habitants)	7 (2019) ¹⁵
Taux de mortalité infantile (pour 1 000 naissances vivantes)	57 (2018) ¹⁶
Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans (pour 1 000 naissances vivantes)	69,3 (2018) ¹⁷
Taux de mortalité maternelle (pour 100 000 naissances vivantes)	140 (2017) ¹⁸

Mariages et divorces

Taux d'enregistrement des mariages	Non disponible
Proportion de femmes âgées de 20 à 24 ans qui étaient mariées ou en couple avant l'âge de 15 ans	3 % (2013) ¹⁹
Proportion de femmes âgées de 20 à 24 ans qui étaient mariées ou en couple avant l'âge de 18 ans	18 % (2018) ²⁰
Taux d'enregistrement des divorces	Non disponible

Statistiques de l'état civil, y compris les données sur les causes de décès

Compilation et diffusion des statistiques de l'état civil fondées sur l'enregistrement	Non disponibles
Causes de décès attestées par un médecin	Disponibles

Système d'enregistrement des faits d'état civil

Cadre législatif

Jusqu'en 1959, l'enregistrement des naissances et des décès était effectué selon des lois et des règles édictées bien avant la création du Pakistan en 1947. Des changements dans les procédures d'enregistrement ont été introduits avec l'adoption en 1959 de l'ordonnance sur les démocraties de base et de l'ordonnance sur l'administration municipale introduite en 1960. Cette nouvelle réglementation rend l'enregistrement des faits d'état civil obligatoire et met en œuvre le processus d'enregistrement de manière uniforme dans les zones urbaines et rurales. Actuellement, l'enregistrement des naissances et des décès est régi par des lois de gouvernements locaux (les *Punjab/KP/Sindh Local Government Acts 2013* [lois des gouvernements locaux du *Punjab*, du *Khyber Pakhtunkhwa* et du *Sindh* de 2013], la *Balochistan Local Government Act 2010* [Loi du gouvernement local de *Balochistan* de 2010] et la *Gilgit-Baltistan Local Government Act 2014* [Loi du gouvernement local de *Gilgit-Baltistan* de 2014]).

Le mariage est régi par une série de lois qui s'appliquent soit à tous les citoyens, soit uniquement à une communauté religieuse particulière :

- *Parsi Marriage and Divorce Act, 1936* (Loi sur le mariage et le divorce parsi de 1936);
 - *Dissolution of Muslim Marriages Act, 1939* (Loi sur la dissolution des mariages musulmans de 1939);
 - *Muslim Family Laws Ordinance, 1961* (Ordonnance sur le droit musulman de la famille de 1961);
 - *Family Courts Act, 1964* (musulman) (Loi sur les tribunaux de la famille de 1964);
 - *Dowry and Bridal Gifts (Restriction) Act, 1976* (tous les citoyens du Pakistan) (Loi sur la dot et les cadeaux de mariage [restriction] de 1976);
 - *Guardians and Wards Act* (Loi sur les tuteurs et les pupilles) (applicable à tous les citoyens du Pakistan, mais les communautés peuvent suivre leur propre loi personnelle à la place).
- Une analyse approfondie du cadre juridique de l'enregistrement civil en 2019 a été menée avec le soutien de l'UNICEF. Sur la base de ce rapport, des modifications ont été proposées au cadre juridique. Ces changements attendent l'approbation du Parlement, attendue pour 2020. Ces changements incluent le Projet de loi sur la protection des données personnelles de 2018 (*Personal Data Protection Bill*), qui est modelé sur le règlement général sur la protection des données de l'Union européenne.

Gestion, organisation et fonctionnement

Le Pakistan dispose d'un système d'enregistrement civil décentralisé dans lequel les organes administratifs locaux, les conseils de l'Union locaux, procèdent à l'enregistrement proprement dit et assument la responsabilité légale de l'enregistrement.

Certaines responsabilités sont également déléguées à l'agence nationale, la National Database and Registration Authority (NADRA), qui soutient le processus d'enregistrement pour la conservation numérique et l'accès aux registres des faits d'état civil enregistrés par les conseils de l'Union locaux. La responsabilité de la NADRA (qui sert également d'organisme fournisseur d'identité nationale) s'étend à la garantie d'un traitement centralisé des registres des faits d'état civil au sein d'un système unique de gestion de l'enregistrement des faits d'état civil. Elle fournit également des équipements de technologie de l'information et de la communication (TIC) pour l'enregistrement numérisé des données d'état civil et la délivrance de certificats d'enregistrement. La NADRA travaille sous la supervision du ministère de l'Intérieur en tant que gardien officiel de l'entrepôt de données sur la sécurité nationale et la population.

La NADRA, division du ministère de l'Intérieur, est un organisme indépendant. NADRA Technologies Limited est enregistrée auprès de la Securities and Exchange Commission du Pakistan et est détenue à 100 pour cent par NADRA. Bien qu'elle relève du ministère de l'Intérieur, elle fonctionne de manière autonome par rapport au gouvernement en ce qui concerne les finances et la gestion (comme le prévoit l'ordonnance NADRA) et ne reçoit aucun financement du gouvernement. La fonction de présidence de la NADRA est également pourvue du titre de registraire général du Pakistan. La NADRA est responsable de l'enregistrement de la population nationale et de la délivrance des cartes d'identité.

Mécanismes nationaux de coordination des systèmes ESEC

La tâche de coordination générale du développement du système ESEC au niveau fédéral a été confiée au Ministry of Planning, Development and Special Initiatives (MoPD) (ministère de la Planification, du Développement

et des Initiatives spéciales). Une unité de soutien technique a été créée au sein du ministère pour superviser et faciliter le processus de développement du système ESEC. Le Pakistan a également mis en place un mécanisme de coordination de haut niveau, le National CRVS Steering and Coordination Committee (Comité directeur national de la coordination du système ESEC), sous la direction du ministre fédéral du MoPD. L'équipe est composée de représentants de plusieurs ministères :

- Federal planning and development ministry/ departments (Ministère/services fédéraux de la Planification et du Développement);
- Ministry of the Interior (Ministère de l'Intérieur);
- Ministry of Law and Justice (Ministère du Droit et de la Justice);
- Ministry of National Health Services Regulations and Coordination (Ministère des Services nationaux de santé - Règlement et coordination);
- National Database and Registration Authority (Autorité responsable de l'enregistrement et de la base de données nationale);
- Pakistan Bureau of Statistics (Bureau des statistiques du Pakistan);
- Services de la santé provinciaux;
- Gouvernement local provincial et services du développement rural;
- Partenaires du développement (Organisation mondiale de la Santé, Fonds des Nations Unies pour l'enfance et Plan International).

L'un des principaux objectifs du comité directeur est de concevoir, d'élaborer et de mettre en œuvre un plan stratégique national complet et multipartite du système ESEC et un cadre d'action national. Pour renforcer davantage le mécanisme de coordination, des comités directeurs provinciaux ont été formés, dont les membres sont des fonctionnaires provinciaux des différents ministères et services.

Des comités directeurs, de coordination et de mise en œuvre ont également été créés au niveau provincial. Ils sont composés d'agences recommandées par le Comité directeur national de la coordination du système ESEC.

Niveau administratif des centres d'enregistrement

L'enregistrement civil hautement décentralisé garantit que les services d'enregistrement sont disponibles aux niveaux les plus bas de l'administration publique : les conseils de l'Union locaux. L'accessibilité des services d'enregistrement dépend donc à la disponibilité d'autres services de base fournis par l'administration publique.

Accessibilité des services d'enregistrement des faits d'état civil

Outre la mise à disposition de services d'enregistrement dans les conseils de l'Union locaux, tout autre moyen de garantir une certaine proximité des bureaux d'enregistrement est lié à la décision du gouvernement d'accroître le nombre de conseils de l'Union locaux, ce qui diminuerait les distances à parcourir pour joindre le point administratif le plus proche.

Enregistrement des faits d'état civil

L'**enregistrement des naissances** est effectué par les conseils de l'Union locaux à la demande des parents ou de proches parents, à leur lieu de résidence, qui doivent présenter leur carte d'identité nationale (NIC). La demande doit être accompagnée d'un avis de naissance de l'hôpital ou de la sage-femme. Si l'enfant n'est pas né dans un hôpital ou est né sans la présence d'une sage-femme, un carnet de vaccination sert de document. Le président du conseil de l'Union signe le formulaire A, mais s'il est absent, le vice-président est autorisé à signer le document en son nom. Les parents conservent l'original du formulaire A, et le conseil de l'Union en conserve

une copie ainsi que les documents requis (par exemple, une note d'hôpital et une copie électronique de la NIC des parents). Le conseil de l'Union enregistre ensuite la naissance dans son registre manuel.

Les provinces ont des délais d'enregistrement différents selon leurs règlements respectifs; par exemple, le Punjab est soumis à un délai de 60 jours, tandis que le Sindh est soumis à un délai de 30 jours. Si l'enregistrement est effectué plus de sept ans après la naissance, les parents doivent obtenir une déclaration sous serment d'un tribunal et un commissaire de district doit approuver l'enregistrement. Dans ce cas, les parents devront également présenter une attestation médicale procurant une évaluation de l'âge de l'enfant et une attestation scolaire qui accompagne le formulaire A. Les parents doivent publier une note dans un journal local indiquant qu'ils ont l'intention d'enregistrer l'enfant.

Après l'enregistrement, les parents reçoivent le formulaire A original. Un enregistrement en temps opportun entraînera la délivrance de la certification officielle de la NADRA dans un délai de 3 jours ouvrables; pour un enregistrement tardif (de 61 jours à 7 ans), 7 jours ouvrables seront nécessaires, et pour un enregistrement au-delà de l'âge de 7 ans, 20 jours ouvrables seront requis.

Une demande d'**enregistrement de décès** doit être présentée dans les 60 jours suivant le décès. Elle doit être présentée par un fils ou un autre parent biologique au conseil de l'Union local. La demande doit être accompagnée d'un certificat de décès de l'hôpital, d'une fiche de cimetière, d'une copie de la NIC du défunt et d'une copie de la carte d'identité nationale d'un fils ou d'un parent proche.

Les couples mariés reçoivent initialement un certificat de **mariage** manuel (*nikkah nama*) du même *nikkah khawan (molvi)* qui a célébré

la cérémonie (*nikkah*), avec le cachet officiel et la signature du *nikkah khawan*. Le mariage est enregistré sur le lieu de la célébration du mariage. Le *nikah nama* est alors enregistré auprès du bureau du conseil de l'Union approprié. Pour compléter l'enregistrement, le couple doit présenter des copies des documents suivants :

- *Nikkah nama*/certificat de mariage;
- NIC de la mariée;
- NIC du marié;
- NIC des pères des mariés;
- NIC du *nikkah khawan* (*molvi*);
- Passeports dans les cas où la mariée ou le marié est étranger.

Les faits d'état civil enregistrés dans les conseils de l'Union sont également saisis sous forme numérique dans le système de gestion de l'enregistrement des faits d'état civil (CRMS) à l'aide d'un logiciel d'enregistrement particulier fourni et maintenu par la NADRA. Le système permet d'accéder aux informations personnelles des déclarants et à tous les registres de faits d'état civil enregistrés appartenant à une personne. Par conséquent, les certificats d'état civil peuvent être délivrés dans tous les conseils de l'Union du pays.

Arrière des naissances non enregistrées

Aucune information disponible.

Modèles de formulaires d'enregistrement

Les modèles de formulaire d'enregistrement ne sont pas uniformes dans toutes les provinces. Les exemples ci-dessous représentent un modèle qui n'est valable que dans une province en particulier.

- Exemple de certificat de naissance : i1.wp.com/birthcertificatepakistan.com/wp-content/uploads/Nadra-Pakistani-Birth-Certificate.jpg?w=443&ssl=1

- Exemple de certificat de décès : bizpointonline.com/wp-content/uploads/2017/02/sample-nadra-death-certificate-pakistan.jpg
- Formulaire d'enregistrement de décès (formulaire B) : cda.gov.pk/documents/FORMS/death-reg.pdf
- Exemple de certificat de mariage : zahidlaw.com/wp-content/uploads/2020/01/nadra-marriage-certificate.jpg

Frais d'enregistrement

L'enregistrement des naissances est gratuit, sauf dans la province du Balochistan, où il faut payer 100 roupies (0,60 \$ US). À l'exception de la province du Punjab, les provinces font payer 200 roupies (1,20 \$ US) pour l'enregistrement tardif d'une naissance. Les frais de délivrance d'un certificat de naissance s'élèvent à 100 roupies (0,60 \$ US). La pénalité pour enregistrement tardif varie en fonction du retard avec lequel l'enfant est enregistré : 50 roupies (0,30 \$ US) après une période de 60 à 100 jours, 100 roupies (0,60 \$ US) après 101 à 200 jours, 150 roupies (0,90 \$ US) après 201 à 300 jours, et 200 roupies (1,20 \$ US) une fois cette période dépassée.

L'enregistrement des décès est gratuit. En cas d'enregistrement tardif, 50 roupies (0,30 \$ US) sont facturées après une période de 60 à 100 jours, 100 roupies (0,60 \$ US) après 101 à 200 jours, 150 roupies (0,90 \$ US) après 201 à 300 jours, et 200 roupies (1,20 \$ US) une fois cette période dépassée.

Les frais d'enregistrement de mariage varient selon le lieu d'enregistrement.

Système de statistiques de l'état civil

Statistiques de l'état civil

Le Bureau des statistiques du Pakistan est un organisme fédéral relevant du gouvernement pakistanais, chargé de fournir des services statistiques nationaux et d'effectuer des recherches statistiques solides et complètes.

Aucune statistique de l'état civil n'est produite à partir de l'enregistrement des faits d'état civil, car la couverture est trop faible. Le Bureau des statistiques du Pakistan est considéré comme l'entité chargée de produire les statistiques de l'état civil, mais il n'existe aucune autorité légale à cet égard.

Causes de décès

Les statistiques sur les causes de décès ne sont pas traitées sur une base régulière par le Bureau des statistiques du Pakistan. Les enregistrements des faits d'état civil ne sont pas non plus utilisés comme source pour le traitement des données statistiques disponibles sur les causes de décès au Pakistan. Comme dans le cas des informations sur les statistiques de l'état civil, les données sur les causes de décès sont collectées au moyen d'enquêtes périodiques.

Selon les données de 2017 recueillies conformément à la méthodologie développée par l'Institute for Health Metrics and Evaluation, on estime que les maladies non transmissibles (maladies chroniques) représentent 58 pour cent de tous les décès au Pakistan. Sur l'ensemble des maladies non transmissibles, on estime que les maladies cardiovasculaires sont responsables de 29 pour cent des décès, que les maladies respiratoires chroniques comptent pour 5 pour cent des décès, le cancer pour 8 pour cent, le

diabète pour 3 pour cent et d'autres maladies chroniques pour 12 pour cent. Les 42 pour cent de décès restants ont été attribués à des maladies transmissibles, maternelles, périnatales et nutritionnelles.

Numérisation

Informatisation

La NADRA a mis en place avec succès le CRMS au niveau des gouvernements locaux du Pakistan. Le gouvernement utilise ce système pour enregistrer les données d'état civil des citoyens (naissances, mariages et décès). Le système fournit un statut à jour, des services de rapport pour des événements sélectionnés et des modèles opérationnels pour la prise de décision stratégique dans l'allocation des ressources, permettant ainsi une meilleure gouvernance.

Bien que la NADRA n'ait aucune autorité sur le processus d'enregistrement lui-même, elle fournit aux conseils de l'Union locaux une application logicielle d'acquisition de données et une assistance technique par l'intermédiaire de superviseurs désignés du CRMS et d'équipes de gestion régionales. Outre l'installation des logiciels d'enregistrement dans les conseils de l'Union locaux et le soutien au fonctionnement de ces logiciels, la NADRA collecte et stocke tous les enregistrements des faits d'état civil de manière centralisée dans la base de données nationale de la population. Le logiciel comprend également une application en ligne qui recueille des informations authentifiées visant un flux en temps réel des données d'état civil, ce qui permet l'intégration automatique des données des parents et des déclarants à partir de la base de données nationale de la population grâce à un numéro d'identification unique. La NADRA a également conçu et commencé à fournir du papier sécurisé

numériquement, pour les certificats délivrés directement par le CRMS, doté d'un instrument de vérification servant à contrôler l'authenticité du nouveau papier sécurisé numériquement.

Au total, 11 116 centres d'enregistrement relevant des conseils de l'Union locaux seront dotés par la NADRA du traitement numérique des enregistrements et de l'accès au CRMS. En 2019, quelque 8 000 sites d'enregistrement ont été reliés au CRMS, et il en reste 3 000 à connecter.

Services d'enregistrement en ligne dans les établissements de santé

Outre la fourniture des certificats médicaux requis ultérieurement pour compléter le processus d'enregistrement, les établissements de santé ne sont pas associés à ce processus. Dans le cadre du Projet d'enregistrement numérique des naissances mis en œuvre dans les provinces du Sindh et du Punjab, les travailleurs de la santé jouent un rôle actif dans la saisie des informations sur les naissances et leur communication à l'aide d'appareils mobiles, comme on le décrit dans la section ci-dessous.

Application de la technologie mobile

Le Projet d'enregistrement numérique des naissances est né d'un effort conjoint entre l'UNICEF Pakistan et les gouvernements provinciaux du Sindh et du Punjab, avec le soutien technique de l'opérateur de réseau mobile Telenor et des services du gouvernement local et de la santé. Le projet a été conçu pour assurer l'enregistrement universel des naissances des enfants dans les districts cibles, principalement grâce à l'amélioration des structures de gouvernance et à l'utilisation de technologies de l'information et de la communication spécialement développées à cet effet. En outre, les gouvernements du Punjab et du Sindh, dans le cadre de l'engagement national visant à

assurer l'enregistrement universel des faits d'état civil et des statistiques de l'état civil au Pakistan d'ici 2024, sont pleinement engagés à assurer l'enregistrement universel des naissances des enfants de moins de 18 ans.

Le projet prévoit l'utilisation de téléphones portables pour déclarer les naissances directement depuis le domicile par un travailleur de la santé ou un greffier du *nikah* en visite, qui saisit les données dans l'application d'enregistrement numérique des naissances sur son téléphone. Les données sont ensuite automatiquement transférées au conseil de l'Union local responsable de l'enregistrement, et le système communique avec la NADRA pour validation. Après validation, un numéro d'identification unique est envoyé directement au facilitateur, qui le communique au demandeur. Le demandeur (ou le facilitateur) présente ensuite ce numéro, accompagné des documents requis, pour obtenir l'acte de naissance au conseil de l'Union. De cette façon, le système d'enregistrement numérique des naissances évite au demandeur de devoir se rendre au moins deux fois dans les bureaux du gouvernement. C'est important, car les parents omettent souvent d'enregistrer leurs enfants principalement parce qu'ils ne veulent pas perdre des jours de travail à cause des déplacements pour se rendre aux conseils de l'Union et en revenir. Le projet prévoit la prestation de services à domicile, ce qui réduit les coûts élevés associés à l'enregistrement des naissances, qui étaient l'une des principales limites du côté de la demande.

Les résultats du projet ont été très encourageants, montrant que 94 pour cent des naissances sont désormais enregistrées dans ces conseils de l'Union dans les 60 premiers jours, conformément à la loi.

Numéro d'identification unique

Un numéro d'identification unique à 13 chiffres est attribué à la naissance lorsque les parents remplissent le formulaire d'enregistrement de la naissance de l'enfant (formulaire RG-2, communément appelé formulaire B), puis une NIC portant le même numéro est délivrée à l'âge de 18 ans. Pour les personnes dont la naissance n'a jamais été enregistrée, le numéro d'identification unique est attribué lorsqu'elles font une demande de NIC. Les cinq premiers chiffres du numéro d'identification unique sont basés sur la localité du demandeur, les sept suivants sont des numéros de série, et le dernier chiffre est un chiffre de contrôle. Le dernier chiffre indique également le sexe du demandeur : un nombre pair indique une femme, et un nombre impair un homme.

Registre de la population

La base de données nationale sur la population du Pakistan est gérée par la NADRA et couvre environ 98 pour cent de la population totale.²¹ Elle est la source unique de données d'identité légale et est reliée à une carte d'identité nationale informatisée (CNIC), qui se positionne comme la principale forme de vérification de l'identité du pays. Les informations personnelles des personnes qui ont obtenu une CNIC informatisée sont également liées à leurs dossiers personnels hébergés dans le CRMS, liés au numéro d'identification unique.

Numérisation des données historiques d'état civil

Les registres d'état civil numériques n'existent que pour les registres qui ont été créés après que la NADRA a équipé les conseils de l'Union locaux de la plateforme informatique d'enregistrement. Les archives papier des actes d'état civil enregistrés dans les conseils de l'Union locaux ne sont pas encore systématiquement numérisées.

Lien avec le système d'identification

La CNIC est délivrée par la NADRA. Tout citoyen pakistanais âgé de 18 ans ou plus peut obtenir cette carte. Bien qu'elle soit appelée « informatisée », la carte d'identité nationale informatisée est une mise en œuvre locale d'une carte d'identité électronique à puce. Au Pakistan, tous les citoyens adultes doivent s'inscrire à la CNIC avec un numéro unique lorsqu'ils atteignent l'âge de 18 ans. Elle sert de document d'identification pour authentifier l'identité d'un individu en tant que citoyen du Pakistan.

La plateforme numérisée de délivrance de la CNIC permet aux utilisateurs du CRMS d'extraire toutes les informations d'identité des demandeurs qui ont déjà enregistré des naissances ou des faits d'état civil ultérieurs. Ils peuvent utiliser ces données pour remplir le formulaire de demande électronique de la CNIC. La base de données pour la CNIC est également consultée dans le cadre de l'enregistrement des faits d'état civil. Ainsi, les informations d'un déclarant (par exemple, les informations sur les parents dans le cours de l'enregistrement d'une naissance) sont directement extraites de la base de données de la CNIC à l'aide du numéro d'identification unique présenté. Ces informations sont utilisées pour remplir automatiquement la demande électronique d'enregistrement du fait d'état civil.

Échange avec les autres secteurs et activités

La base de données nationale gérée par la NADRA est la seule source de données sur l'identité légale au Pakistan, et la carte d'identité nationale informatisée est la principale forme d'identification utilisée pour s'authentifier dans un certain nombre de services publics et privés. La base de données nationale comporte la déduplication (suppression des données en double) basée sur des données biométriques (Système automatisé d'identification des empreintes digitales, ou AFIS) et fournit des services de vérification d'identité à un certain nombre d'entités publiques et privées, facturés selon un modèle de facturation à l'utilisateur.

La carte d'identité nationale informatisée est obligatoire pour :

- le vote;
- l'ouverture et les opérations des comptes bancaires;
- l'obtention d'un passeport pakistanais;
- l'obtention d'un permis de conduire;
- l'achat de véhicules et de terrains;
- l'achat d'un billet d'avion ou de train;
- l'obtention d'une carte SIM de téléphone portable;
- l'obtention des services d'électricité, de gaz et d'eau;
- l'admission à l'université et à d'autres instituts d'études supérieures;
- les transactions financières importantes.

Initiatives d'amélioration et soutien externe

Plan d'amélioration et budget

Plan stratégique

Le renforcement du système d'ESEC au Pakistan est l'une des priorités du gouvernement. L'unité de soutien technique a été créée sous l'égide du Ministry of Planning, Development and Special Initiatives (MoPD) (ministère de la Planification, du Développement et des Initiatives spéciales) avec pour feuille de route ambitieuse la promotion du système d'ESEC dans le pays dans un délai de six ans. L'une des initiatives de ce plan consiste à développer des districts modèles d'ESEC (en commençant par 10 districts) dans tout le Pakistan et à les étendre à d'autres régions au cours de la prochaine phase.

Une stratégie nationale pour l'ESEC est en cours d'élaboration et devrait être achevée en 2020.

Allocations budgétaires et besoins futurs

Le modèle de financement de la NADRA ne repose pas sur le financement public. Il est conçu pour assurer un financement durable en exigeant qu'une rémunération pour services rendus soit versée au gouvernement. Ces revenus sont ensuite utilisés pour fournir une subvention aux personnes pauvres du Pakistan afin de leur permettre de s'inscrire gratuitement. Les personnes qui demandent une carte d'identité pour la première fois obtiennent la carte gratuitement, mais le service accéléré (dans les deux semaines) coûte 1 100 roupies (6,60 \$ US). D'autres revenus sont générés par les utilisateurs externes des services de la NADRA. Par exemple, la NADRA fait payer aux banques environ 35 roupies (0,20 \$ US) par personne pour l'authentification d'un individu lors de l'ouverture

d'un compte bancaire. Dans certains cas, la NADRA a connu des pics de demande de services, traitant jusqu'à 55 millions de transactions de ce type, ce qui a généré des revenus importants, et ce, de manière durable.

Une société publique, NADRA Technologies Limited, est enregistrée auprès de la Securities and Exchange Commission du Pakistan. Elle est entièrement détenue par la NADRA et peut soumissionner pour des contrats à l'extérieur du pays et gagner des revenus qui peuvent être réinvestis dans la NADRA pour soutenir ses opérations.

Le financement de l'exploitation des sites d'enregistrement des faits d'état civil des conseils de l'Union locaux provient des budgets propres des conseils.

Activités identifiées comme hautement prioritaires

Étant donné l'importance de la législation en matière d'ESEC, l'unité de soutien technique a fait une demande de subvention globale dans le cadre de l'initiative Bloomberg Philanthropies Data for Health. Après un processus approfondi et compétitif, Data for Health a approuvé la subvention destinée à soutenir les efforts de réforme législative de l'unité de soutien technique à partir d'avril 2020 et jusqu'en décembre 2021.

Les réformes législatives se concentreront sur les domaines particuliers suivants :

- Application complète des lois existantes en matière de notification, d'enregistrement et de certification des faits d'état civil aux niveaux national et provincial;

- Détermination des lacunes existantes dans la législation en matière d'ESEC à l'aide d'outils d'évaluation internationaux;
- Formulation et rédaction d'un cadre législatif en matière d'ESEC amélioré en vue de son adoption et de sa mise en œuvre à l'échelle du pays grâce à un processus de consultation plus large entre les parties prenantes.

L'unité de soutien technique a défini les priorités suivantes comme étant immédiates :

- Création et lancement des districts modèles d'ESEC;
- Développement d'un plan stratégique national pour l'ESEC;
- Synergie de mise à niveau technologique entre les partenaires pour le traitement des données;
- Développement d'un dossier d'investissement à long terme pour l'ESEC;
- Mise en œuvre du codage de la Classification internationale des maladies CIM-10 dans les hôpitaux pour les causes de décès;
- Évaluation de la possibilité d'inclure des praticiens privés pour l'enregistrement des décès dans le système ESEC;
- Renforcement des systèmes des organismes locaux et des synergies avec le NADRA et les services de santé.

Soutien des partenaires du développement

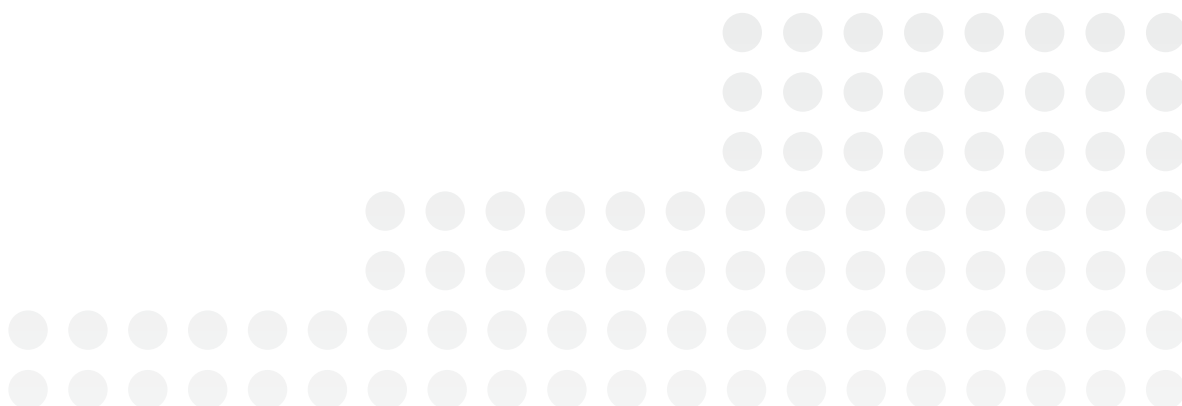
Le Pakistan bénéficie du soutien d'une série de partenaires de développement. L'UNICEF aide les autorités à élaborer une stratégie nationale en matière d'ESEC, le Fonds des Nations Unies pour la population et l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) aident les autorités à produire des statistiques de l'état civil et la Banque mondiale finance les activités liées à l'ESEC et à la gestion des identités. Le Pakistan bénéficie également du soutien d'un groupe de partenaires du développement.

Le ministère de la Planification, du Développement et des Initiatives spéciales, en collaboration avec les services provinciaux, la NADRA, les bureaux nationaux et régionaux de l'OMS, l'organisme Plan International, l'UNICEF et d'autres partenaires, a organisé une série d'évaluations rapides et complètes du système ESEC du pays afin de déterminer l'état actuel de la mise en œuvre de ce système au Pakistan. Ces études ont été effectuées à l'aide de l'outil d'évaluation du système ESEC développé par l'OMS et University of Queensland, en Australie.

Conclusion

Avec la création de la National Database and Registration Authority (NADRA), l'enregistrement des informations d'identité et la délivrance de titres d'identification ont très tôt prouvé tous les avantages que les systèmes d'identification civile développés apportent aux citoyens et au gouvernement. Pour les citoyens, les différents services gouvernementaux sont devenus beaucoup plus accessibles et ils peuvent mieux exercer leurs droits garantis par l'état. Pour le gouvernement, le système d'identification fournit une certitude bien nécessaire concernant l'identité de la personne avec laquelle il interagit.

Une telle percée en matière d'identification civile n'a pas encore permis d'accroître toutefois la couverture de l'enregistrement des faits d'état civil. La perception de la valeur qui accompagne l'enregistrement des faits d'état civil est bien moindre que dans le cas de la carte nationale d'identité. Un engagement plus poussé de la NADRA avec les conseils de l'Union locaux augmentera considérablement les capacités techniques de ces derniers et augmentera l'offre de services. Il reste des défis à relever en ce qui concerne la demande et la sensibilisation à la valeur de l'enregistrement des faits d'état civil. La création de mécanismes de coordination interorganismes de haut niveau, établis pour développer des politiques visant à accroître les taux d'enregistrement des faits d'état civil, indique que cette question sera traitée comme une priorité gouvernementale.



Ressources

Sites Web

Autorité responsable de l'enregistrement et de la base de données nationale (NADRA) – nadra.gov.pk/

Bureau des statistiques du Pakistan – pbs.gov.pk/

Unité de soutien technique, système ESEC, ministère de la Planification, du Développement et des Initiatives spéciales – pc.gov.pk/web/crvs

Documents supplémentaires

Gallup Pakistan. 2017. Health Statistics of Pakistan. gallup.com.pk/wp-content/uploads/2018/12/Short-Report-on-Health-Statistics-of-Pakistan.pptx-1.pdf

GSMA. 2017. Innovations in Mobile Birth Registration: Insights from Tigo Tanzania and Telenor Pakistan. gsma.com/mobilefordevelopment/resources/innovations-in-mobile-birth-registration-insights-from-tigo-tanzania-and-telenor-pakistan/

Malik, T. 2014. Technology in the Service of Development: The NADRA Story. Centre pour le développement mondial. cgdev.org/publication/ft/technology-service-development-nadra-story

NADRA. Civil Registration Management System. pc.gov.pk/uploads/crvs/CRVS.pdf

National Institute of Population Studies (NIPS) [Pakistan] et ICF. 2019. Pakistan Demographic and Health Survey 2017-18. Islamabad, Pakistan et Rockville, Maryland, É.-U. : NIPS et ICF.

UNICEF. 2015. Birth Registration: A Comparative Report Prepared for UNICEF. DLA Piper. getinthepicture.org/resource/birth-registration-comparative-report-prepared-unicef

UNICEF ROSA. 2019. Status of Civil Registration and Vital Statistics in South Asia Countries. Registration of births, deaths and marriages. unicef.org/rosa/reports/status-civil-registration-and-vital-statistics-south-asia-countries

UNICEF ROSA et Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP). 2019. Civil registration in South Asia: Coordination, connections and collaboration. unicef.org/rosa/media/3521/file/CIVIL%20REGISTRATION%20IN%20SOUTH%20ASIA:%20COORDINATION,%20CONNECTIONS%20AND%20COLLABORATION.pdf

UNICEF et CESAP. 2020. Civil Registration in South Asia: Regulations, relationships and the role of ICT. unicef.org/rosa/reports/civil-registration-south-asia-0

Wiley Online Library. 2017. Identity Systems and Civil Registration in Asia. *Population and Development Review*, vol. 43, no 1, pp. 183-188. onlinelibrary.wiley.com/doi/full/10.1111/padr.12040

Banque mondiale. 2015. Identification for Development (ID4D) Integration Approach – Study. planetbiometrics.com/creo_files/upload/default/ID4D.pdf

Notes

- 1 Banque mondiale. 2019. Population, total – Pakistan.
donnees.banquemondiale.org/indicateur/SP.POP.TOTL?locations=PK
- 2 Banque mondiale. 2019. Croissance de la population (% annuel) – Pakistan.
donnees.banquemondiale.org/indicateur/SP.POP.GROW?locations=PK
- 3 Banque mondiale. 2018. Population urbaine (% du total) – Pakistan.
donnees.banquemondiale.org/indicateur/SP.URB.TOTL.IN.ZS?locations=PK
- 4 Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) des Nations Unies. 2020. Report on progress towards the achievement of the goals of the Asia and Pacific Civil Registration and Vital Statistics Decade (2015–2024). ESCAP/CST/2020/L.1. unescap.org/sites/default/files/ESCAP.CST_.2020.INF_.3_Progress_of_CRVS_Decade.pdf
- 5 Les estimations obtenues à partir du Demographic and Health Survey of 2017–2018 n'incluent pas les deux régions suivantes : Azad Jammu et Cachemire, et Gilgit-Baltistan.
- 6 National Institute of Population Studies (NIPS) [Pakistan] et ICF. 2019. Pakistan Demographic and Health Survey 2017-18. Islamabad, Pakistan, et Rockville, Maryland, É.-U.
dhsprogram.com/publications/publication-FR354-DHS-Final-Reports.cfm
- 7 Ibid.
- 8 Ibid.
- 9 Banque mondiale. 2018. Immunisation, DTP, (% d'enfants âgés de 12 à 23 mois) – Pakistan.
donnees.banquemondiale.org/indicateur/SH.IMM.IDPT?locations=PK
- 10 Banque mondiale. 2019. Taux de naissance, brut (pour 1 000 personnes) – Pakistan.
donnees.banquemondiale.org/indicateur/SP.DYN.CBRT.IN?locations=PK
- 11 Banque mondiale. 2019. Taux de fertilité, total (naissances par femme) – Pakistan.
donnees.banquemondiale.org/indicateur/SP.DYN.TFRT.IN?locations=PK
- 12 Banque mondiale. 2018. Taux de fertilité chez les adolescents (nombre de naissance par 1 000 femmes âgées de 15 à 19 ans) – Pakistan. donnees.banquemondiale.org/indicateur/SP.ADO.TFRT?locations=PK
- 13 Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies, Division de la population. 2012. Country population by age. unstats.un.org/unsd/demographic/products/indwm/Dec.%202012/1b.xls
- 14 Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) des Nations Unies. 2020. Report on progress towards the achievement of the goals of the Asia and Pacific Civil Registration and Vital Statistics Decade (2015–2024). ESCAP/CST/2020/L.1. unescap.org/sites/default/files/ESCAP.CST_.2020.INF_.3_Progress_of_CRVS_Decade.pdf
- 15 Banque mondiale. 2019. Taux de mortalité, brut (pour 1 000 personnes) – Pakistan.
donnees.banquemondiale.org/indicateur/SP.DYN.CDRT.IN?locations=PK
- 16 Banque mondiale. 2018. Taux de mortalité infantile (pour 1 000 naissances vivantes) – Pakistan.
donnees.banquemondiale.org/indicateur/SP.DYN.IMRT.IN?locations=PK
- 17 UNICEF. 2018. Key demographic indicators – Pakistan. UNICEF Data: Monitoring the situation of children and women. data.unicef.org/country/pak/
- 18 Banque mondiale. 2017. Ratio de décès maternel (estimation par modèle, pour 100 000 naissances vivantes) – Pakistan. donnees.banquemondiale.org/indicateur/SH.STA.MMRT?locations=PK&year_high_desc=true
- 19 Organisation mondiale de la Santé (OMS). 2013. Women aged 20–24 years married or in a union before age 15 and 18. Data by country. Global Health Observatory data repository. apps.who.int/gho/data/view.main.GSWCAH45v

- 20 UNICEF. 2018. UNICEF Data Warehouse. Cross-sector indicators. data.unicef.org/resources/data_explorer/unicef_f/?ag=UNICEF&df=GLOBAL_DATAFLOW&ver=1.0&dq=PAK.PT_F_20-24_MRD_U18.&startPeriod=1970&endPeriod=2020
- 21 Banque mondiale. 2015. Identification for Development (ID4D) Integration Approach – Study. planetbiometrics.com/creo_files/upload/default/ID4D.pdf



LE CENTRE D'EXCELLENCE
sur les systèmes ESEC

CENTRE OF EXCELLENCE
for CRVS Systems

www.systemesESEC.ca



Affaires mondiales
Canada

Global Affairs
Canada



IDRC • CRDI

International Development Research Centre
Centre de recherches pour le développement international

Nous Soutenons le



MÉCANISME DE
FINANCEMENT
MONDIAL

Canada